

## Drôle d'époque !

Après les « gilets jaunes », après le débat sur la réforme des retraites, survient la pandémie du COVID 19 : notre époque semble confrontée à une série d'événements déstabilisants. Beaucoup prédisait la victoire sans réserve de la mondialisation. Le besoin d'indépendance sanitaire, la recherche de la sécurité alimentaire, la prise de conscience progressive des enjeux écologiques amènent à rebattre les cartes. Cette prise de conscience que rien ne sera plus comme avant commence à émerger. Alors que cette situation appelle une cohésion nationale, les vieux réflexes de défenses d'intérêts catégoriels reviennent assez vite sur le devant de la scène. Tout d'abord réapparaît le besoin de pointer du doigt un bouc émissaire, un responsable que l'on peut clouer au pilori. Derrière cette posture se cachent des ambitions diverses. Le citoyen de base n'attend rien de ces attitudes. Il souhaite que ceux qui ont en charge la conduite du pays indiquent la stratégie et organisent la cohérence des efforts. Il sera temps, plus tard, de faire le bilan des actions menées. Chacun comprend aussi qu'entre risque sanitaire, catastrophe économique et retentissement social la marge de manœuvre est étroite. Les arbitrages à prononcer sont périlleux et chaque choix sera contestable. Devant un contexte aussi grave et à l'instar de ce qui a été fait aux heures les plus difficiles de l'histoire de notre pays, comment ne pas comprendre que notre cohésion collective demeure le meilleur chemin pour rebâtir un modèle de fonctionnement à la fois solidaire et respectueux du besoin de liberté individuelle de chacun.

Dans ce moment si particulier, les observateurs, subissant le tonitruant matraquage médiatique, peuvent être effarés de ces heures passées en vaines controverses. En prenant un peu de recul et relisant Jean de La Fontaine comment ne pas penser à l'attitude de la mouche dans « Le coche et la mouche ». Au-delà de ce bruit de fond lancinant et peu constructif comment préparer ce monde d'après ?

Le persistant discours sur l'importance des prélèvements obligatoires visant particulièrement les dépenses de protection sociale va devoir être révisé. L'engagement de celles et ceux qui ont mis toute leur énergie à combattre le virus ou à permettre à notre société de continuer à fonctionner, mérite une reconnaissance plus explicite qui doit passer par une amélioration des rémunérations. En même temps, pour ne pas renouveler les erreurs du passé, l'obligation d'équilibre des comptes sociaux devra être expliquée voire imposée pour ne pas handicaper les générations à venir. Notre société, instruite des effets d'amortisseurs de notre modèle social en période de crise, devra se prononcer en conscience pour garantir sa pérennité.

La crise que nous vivons a aussi révélé le manque d'agilité d'un Etat trop centralisé. La réflexion qui doit s'engager pour bâtir le monde d'après ne doit pas faire l'économie d'une remise à plat. Les corps intermédiaires, maires, partenaires sociaux, associations devraient se voir reconnus un rôle d'acteur à part entière. Les modèles de gouvernance récents, dont celui qui était prévu par la réforme des retraites, doivent être complètement revisités.

Enfin, pour conduire les réformes à venir, il faudra ne pas oublier les enseignements de la gestion de la crise du COVID 19. En écoutant les professionnels de santé nous avons appris que ce qui semble fonctionner « in vitro » ne fonctionne pas forcément « in vivo » Cette remarque mérite d'être au cœur d'une réflexion sur la façon d'appréhender les réformes à venir.

Yves Humez